

Enbat

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE
6 septembre 2007
N° 1993
1,22 €

Université d'été d'AB :
bilan et perspectives

**Referendum
Ibarretxe persiste
et signe**

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



Le courage d'un président

GERER une Communauté autonome dans un Etat européen est une chose. Régler la question fondamentale d'un peuple, —c'est-à-dire la question nationale et son corollaire, le droit de décider de son destin— en est une autre. Il faut savoir gré à Juan José Ibarretxe et à sa formation le PNV, d'avoir le courage de choisir de se maintenir sur la voie la plus escarpée, la plus risquée, dans un pays caractérisé par une mosaïque politique où rien ne garantit l'avenir du parti au pouvoir. Si le président du gouvernement autonome basque parvient à organiser un scrutin référendaire comme il vient de s'y engager solennellement, même s'il n'a lieu que sur une portion de notre territoire, ce vote s'inscrira comme un événement majeur dans l'histoire de notre peuple.

Ne pas faire dépendre la consultation d'une trêve hypothétique ne soumet plus les solutions politiques au calendrier ou au veto d'ETA et de Madrid, tant tous deux s'alimentent l'un l'autre dans leur opposition frontale qui aboutit au statu quo institutionnel. Du coup, Juan José Ibarretxe restructure son champ d'action en élargissant sa marge de manœuvre. L'une des raisons de l'échec de l'accord de Lizarra-Garazi fut sûrement la nécessité de soumettre et de négocier avec les signataires les avancées ou les projets. D'où une perte de confiance et l'enlisement fatal d'une démarche réputée difficile.

Quel calendrier, quelle procédure le Lehendakari va-t-il suivre dans ce qui sera un affrontement politique avec l'Etat espagnol et un débat au sein de la population du Pays Basque? Le mystère demeure entier. Chacun sait combien l'intitulé de la question compte dans le succès ou l'échec de tout referendum. Quelle question Juan José Ibarretxe posera-t-il au corps électoral basque? Gageons que ce ne sera pas brutalement celle de la souveraineté. Elle portera symboliquement sur le droit des Basques à être consultés ou encore sur le «Plan Ibarretxe», les sondages assurant un succès dans cette hypothèse. Ce qui compte est davantage le fait de la consultation en opposition avec Madrid que son contenu lui-même. S'il a lieu, ce referendum risque fort de ne pas être le dernier. Dans beaucoup de domaines, la première fois est toujours la plus difficile, puis tout se banalise.

Quelle sera la circonscription électorale de la consultation? Là où le président exerce son pouvoir, c'est-à-dire les trois provinces de la Communauté autonome basque. On connaît la vieille revendication de Batasuna et d'ETA: exiger que le droit de l'ensemble de notre peuple et de son territoire à disposer de lui-même soit reconnu. Si tant est qu'une consultation puisse être sérieusement organisée en Navarre et en Iparralde, il serait bien masochiste de vouloir nous adminis-

trer à nous-mêmes la preuve démocratique de notre faiblesse que nous ne connaissons que trop. Dans la longue marche des peuples vers leur indépendance, les exemples de l'Irlande, d'Israël ou du Viet-Nam, montrent combien il faut se saisir de la parcelle de pouvoir, de territoire ou de souveraineté chèrement conquise à un moment historique. Même au prix de déchirements provisoires. L'histoire repasse trop rarement les mêmes plats.

Qu'est-ce qui a décidé le PNV et le gouvernement à faire ce pas en avant, à maintenir le cap? Il n'était pas facile de rebondir après la gifle administrée par le parlement espagnol à Juan José Ibarretxe, lorsqu'il y présenta, début 2005, son plan à connotation souverainiste. L'expérience du nouveau statut d'autonomie catalan approuvé à 90% par Barcelone, puis vidé de son contenu par les Cortés, l'échec de la «transversalité» en Navarre au profit de la droite la plus dure pour écarter les abertzale, la récupération du pouvoir par le PNV à la députation d'Araba, l'affaiblissement militaire d'ETA et politique de Batasuna (1), le peu d'illusion que le Lehendakari nourrit sur la capacité de l'Espagne à négocier quoi que ce soit (2), la pression des partenaires EA et EB qui permettent au PNV de diriger le gouvernement autonome, l'échec de la dernière négociation entre ETA et le gouvernement socialiste, l'affaiblissement du PSOE qui en découle avec la démission de la députée européenne Rosa Diez, la nécessité de reprendre la main par une initiative politique d'envergure, tout cela a sans doute pesé en faveur de la prise de position de Juan José Ibarretxe. Comme bien entendu les engagements qu'il avait pris et renouvelés à plusieurs reprises.

Souhaitons que la démarche quelque peu gaullienne du Lehendakari soit couronnée de succès. Il se hissera alors au niveau des plus grands dans l'histoire des petits peuples dominés. Les De Valera, Ben Gourion, Arafat, qui, au milieu d'un borbier inextricable et apparemment sans rémission, portent la charge la plus lourde et montent en première ligne, acceptent les compromis et font avancer leur nation sur le chemin de la souveraineté.

(1) Le pouvoir des Etats à réduire la capacité opérationnelle d'ETA vient encore de se confirmer avec l'arrestation de quatre militants le 1^{er} septembre à Cahors, dont un cadre âgé de 50 ans. Bien que la kale borroka ait repris de l'ampleur, elle demeure un phénomène marginal.

(2) Juan José Ibarretxe, vice-président du gouvernement basque sous la présidence de José Antonio Ardanza, fut chargé «d'aller au charbon» pour négocier le «cupo» ou tenter d'obtenir le transfert complet des compétences du statut d'autonomie actuel voté en 1979. Des années de négociation-marathon, pour l'essentiel en vain. Cette situation déboucha sur le fameux constat «Le statut est épuisé» fait en à Gernika 1997 avec tous les partis abertzale et le syndicat ELA qui enclencha efforts unitaires et démarches souverainistes.

Ordu zen


BERANT bada berant, iduri luke Tokiko lur erakunde publikoa, erdaraz EPFL (Etablissement public foncier local) lanean hasi dela. Hasteko, erakundeko arduradunak bietan agertu dira, aste bat barne, eraman dituzten bi egitasmoren berri emateko: bata Mugerreko herriaren kondu egin duten erospena, bestea Safer-arekin izenpetu duten hitzarmena.

Ordu zen zerbait ari zirela jakinaraz zezaten, denek uste baitzuten orain dela bi urte sortu erakundea guti edo aski lo zegoela. Zuzendari baten hautatzeko kasik urte bat eman ondoan, orain iduri luke ekintza konkretuen eramaiteko xedetan direla. Astekari honen irakurleek badakite ez dela EPFL hori uste gabekoa sortua. Bizitegi eskasa eta etxe lurren prezio ahalingarriak zirela ta, Abertzaleen Batasunak sentibilizatze eta mobilizatze lan ikaragarria eraman zuen 2000 garren urtetik aitzina. Ordu arte botere publikoen lelo ofiziala zen eskasia galdearen eta eskaintzaren arteko desore-

karen ondorioa zela eta ez zitekeela deus egin gauzak hobetzeko.

Orroituko gira nola AB-ek etxegintzako ofiziale, eraikitzaile, bizitegi erakunde, agentzia, hots etxegintza munduan lanean ari ziren partaide guziak elgarrizketatu ondoan, egoitza jarraldiak antolatu zituela 2002-an Miarritzen, krisiatik ateratzeko proposamen zehatzak egiteko xedetan. Hain xuxen, gogoeta eta konfrontazio lan horietatik atera zen, besteak beste, tokiko kolektibitateek problema ez bazuten, kolektiboki, beren gain hartzen ez zela aterabiderik izanen. Norabide konkretu gisa, herriarteko lur erakunde publiko baten antolatzeko proposamena egin zen, ahalmen guttiko herrientzat ez baitzen beste sibilitalterik ikusten.

Erran behar da EPFL horiek ez direla asmakuntza berriak. 1991-eko hiriendako norabide legea (loi d'orientation pour la ville) deitu legeak sortu zituen, lurraren arazoari

(Suite dernière page) 



... et réjoui de la démission de Larry Graig, sénateur républicain de l'Idaho, pris en flagrant délit de négociations de services sexuels dans les toilettes pour hommes de l'aéroport de Minneapolis. Le sénateur, célèbre pour sa croisade anti-gays, est à l'origine de lois discriminantes pour les homosexuels. Intolérance et hypocrisie sont le «fondement» de l'Amérique de George W. Bush!

... pas tant que ça du partenariat signé entre le Vatican et la compagnie aérienne Mistral Air pour acheminer les fidèles du monde entier vers les lieux de pèlerinage. Au Vatican on ne vend plus des indulgences mais des billets pour monter au ciel!

... que Dominique Marie François René Galouzeau de Villepin, mis en examen pour «complicité de dénonciation calomnieuse, recel de vol, recel d'abus de confiance et complicité d'usage de faux» dans l'affaire Clearstream, proteste encore une fois de son innocence dans un entretien accordé le week-end dernier à Parisien. Le grand admirateur de Napoléon sentirait-il déjà la morsure du crochet de boucher auquel Sarkozy a juré de pendre les auteurs de la machination lorsqu'ils seront démasqués?

... pas tant que ça, d'une étude montrant que la bureaucratie française est la plus coûteuse de l'Union européenne devant l'italienne. Chaque français paye 5.765€ par an pour son administration et l'italien 5.564€. Tartaro se souvient de la définition de l'administration donnée par Alphonse Allais: «L'administration est l'endroit où ceux qui arrivent en retard croisent ceux qui partent en avance».

... qu'une Basque convertie, résidant en Grande-Bretagne, soit la nouvelle passionaria du Hizb Ut Tahrir (parti de la libération islamique) qui veut instaurer le khalifa musulman sur toute la planète. Burka pour toutes sur la Concha avec distribution gratuite de cailloux pour lapidation!

... qu'Iñaki Azkuna, maire de Bilbao, évite la guerre des drapeaux durant les fêtes de sa ville en les ôtant tous du fronton de la Mairie... Quand l'Ikurriña flotte seul, les Espagnols hurlent, quand on ajoute le drapeau espagnol, les abertzales hurlent, quand on les supprime tous, le PP hurle au nom de l'article 4 de la Constitution. Seuls ceux qui mettent leur drapeau dans leur poche ne hurlent pas!



Plaidoyer pour une agriculture paysanne

DEPUIS toujours l'agriculture a eu comme vocation essentielle de nourrir les hommes.

Aujourd'hui devant l'évolution de notre société de consommation et en particulier face aux enjeux énergétiques auxquels nous sommes confrontés, l'agriculture est sollicitée pour participer à la production d'énergie renouvelable par la fourniture de biocarburants.



Dans le contexte néolibéral planétaire qui essaye de s'imposer, les productions agricoles sont considérées comme n'importe quelle marchandise et soumise à la logique des marchés. Ainsi cette nouvelle destination des matières premières agricoles (localement le maïs pour le bioéthanol) vient réévaluer de façon artificielle le cours des céréales dans un marché sous tension dû à la baisse des stocks mondiaux.

Si la participation de l'agriculture à plus d'autonomie énergétique peut paraître louable, il n'en demeure pas moins qu'il ne faut pas oublier sa vocation première: celle de nourrir les

Francis Poineau

habitants de la planète.

C'est pourquoi les propositions du mouvement paysan Via Campesina (plateforme syndicale paysanne des cinq continents) de sortir l'agriculture des négociations de l'OMC et de reconnaître le droit des pays à assurer leur souveraineté alimentaire pour satisfaire les besoins fondamentaux de leurs habitants est aujourd'hui de plus en plus d'actualité. L'urgence est de développer une agriculture paysanne ouvrière pour fixer les populations et leur permettre de vivre décemment. Ce type de développement favorise une relocalisation de l'économie de façon à réduire les besoins en énergie. Les échanges quant à eux doivent se faire sur des bases d'un commerce équitable qui rémunère correctement les paysans. Contrairement, à la logique des marchés, le principe de la souveraineté alimentaire est un principe politique fondamental pour permettre un mieux être des populations au niveau planétaire.

Il ne faut pas oublier que c'est sur cette base que s'est construit l'Union européenne au sortir de la Seconde guerre mondiale. Alors pourquoi refuser à d'autres ce qui a été bon pour nous? Mais nous ne sommes pas à l'abri d'un revirement de situation. Si on laisse faire les marchés et les nouvelles règles de la politique agricole comme avec la mise en place des droits à paiement unique, on peut provoquer, après avoir connu une période de satisfaction des besoins alimentaires, une situation de

pénurie.

En effet, les nouveaux soutiens financiers à l'agriculture ne sont plus liés à la production agricole mais à des références historiques qui dispensent de toute obligation de production. Les paysans sont ainsi incités à produire ce qui se vend le mieux sur le marché, tout en ayant une garantie financière plus ou moins confortable. Ce libre cours à la logique de marché transforme le paysan de gestionnaire patrimonial, riche de ses savoir-faire, en un spéculateur en herbe à l'affût des opportunités.

Il va donc bien falloir redonner un peu de sens aux finalités de la production agricole si on veut être compris par nos concitoyens. Et le rôle de l'État est essentiel dans l'encadrement des marchés alimentaires car ces produits, tributaires des aléas climatiques, ne sont pas des marchandises comme les autres.

Ce sera tout le sens que donnera la Confédération paysanne à la prochaine révision de la politique agricole commune et pour se faire entendre, nous avons besoin d'un large soutien de la part des citoyens pour faire face à la pression des lobbies agricoles qui veulent dicter leur loi par des mécanismes taillés sur mesure. C'est pourquoi nous devons organiser une résistance de longue haleine pour construire des alternatives à partir du terrain afin de développer l'agriculture paysanne par des techniques de production respectueuses de l'environnement et des relations privilégiées avec les consommateurs.

Lurrama 2007 s'inscrit dans cette démarche et vous invite à y prendre part.

ATD Quart-Monde-n karabana Euskal Herritain gaindi

DUELA 50 urte Joseph Wresinski apezak, Parisetik hurbil den Noisy-le-Grand sasiherrian, miseria gorrian bizi ziren familiekin ATD Quart-Monde mogimendua sortzen zuen.

Duela 20 urte, 1987ko urriaren 17an, Pariseko Trocadero plazan, mundu guzitik etorritako ehun mila jendeen aintzinean «Miseriaren Ukatzeko Lauza» kokatua izan zen, mundu osoan miseria jasaiten eta miseriaren aurka borrokan ari diren guzien lekuko.

Bi urtemuga horienkari ATD Quart-Monde-k bi karabana antolatuta ditu hogeibat gaztek osaturik, «Anaitasunaren Karabanak» deituak dira. Bi karabana hauek Europa osoa zeharkatzen ari dira. Parisetik abiatu ziren ekainaren hastapenean, urriaren 17an berriz elkartzeko Parisen Trocadero plazan. Miseriaren aurkako borrokan berri zabaltzen ari dira beren lekukotasuna zabalduz bainan ere gurutzatzen dituzten jendeen lekukotasunak bilduz.

Karabana horietatik bat Euskal Herritik pasatuko da, bi egunez gure artean geldituko dela. Irailaren 8an, Iruñean, Baionan Polo Beyris auzoan izanen da eta biharamunean, igandean, irailaren 9an, Angeluko itsas bazterrean kokatuko da. «Les Sables d'Or» hondartzaren inguruan. Bi egunez, goizeko 10etatik arratsaldeko 7ak arte animazioak izanen dira: elkarrizketak, hemengo gazte eta familien lekukotasunak, musika, dantza edo kantu, baita ere tailer batzu hala nola jende itxurez banderola bat apailatu, tee-shirt apaintze «pochoir» teknika erabiliz, izenpetze kanpaina «Elkartasun deklarazioa» eta «Urre liburua» nun bakoitzak bere oharrak idatz ditzazke.

Miseriari uko egin nahi eta miseriaren aurkako borroka sustengatzen dugun guziak gomiatuak gira bi egun horietara. Gure elkartasuna erakus dezagun, mementu atsegina bat pasatuz, europar gaindi dabilta gazte horietan.

La caravane de la solidarité d'ATD Quart-Monde

Cette année le mouvement ATD Quart-Monde fête le 50^{ème} anniversaire de sa fondation par le Père Joseph Wresinski et les familles du bidonville de Noisy-le-Grand. Le 17 octobre marquera le 20^{ème} anniversaire de la pose de la «Dalle du refus de la misère» sur le parvis du Trocadero de Paris.

En préparation de ces deux anniversaires, plusieurs «Caravanes de la solidarité» animés par des jeunes sillonneront l'Europe, jusqu'au 17 octobre.

ATD Quart-Monde Pays Basque accueillera une de ces caravanes le samedi 8 septembre à Bayonne Polo Beyris de 10h à 19h et le dimanche 9 septembre à Anglet Plage des Sables d'Or de 10h à 19h.

En plus des témoignages, différents ateliers et activités seront organisés durant ces deux jours.

Université d'été d'AB : faire le bilan

Du 23 au 25 août l'université d'été d'AB a été marquée par des débats, ateliers, conférences et moments de convivialité. Ouverts aux membres et sympathisant(e)s d'AB ainsi qu'à tous ceux et celles qu'AB intéresse, ces trois jours ont été l'occasion de riches échanges sur des thèmes tels que les partis politiques et les mouvements sociaux, les perspectives stratégiques d'alliances pour les prochaines élections municipales et cantonales, la construction nationale, le bilan sur le processus de négociation.

Cette semaine Enbata publie un résumé de la conférence-débat de Mikel Irizar sur le processus de négociation qui a marqué la politique basque durant ces dernières années. De son côté, Mertxe Colina revient sur les débats sur la construction nationale. La semaine prochaine, Enbata publiera les analyses concernant le bilan de la coalition EH Bai, les liens entre partis politiques et démarches collectives et les élections municipales et cantonales de 2008.



Mikel Irizar

Intervention de Mikel Irizar, chroniqueur à Argia et à Euzkadi, à la conférence-débat de l'université d'été d'AB

MIEUX connaître le processus de négociation pour mieux retenir ses aspects positifs. Les dernières années en Pays Basque ont été marquées par un processus politique complexe (trêve d'ETA et sa rupture, propositions politiques diverses, négociations). Quelles logiques ont guidé ce processus, pourquoi a-t-il échoué, quelles perspectives existent pour l'avenir? Voilà les grandes lignes de la conférence de Mikel Irizar, qui a été utile pour mettre en perspective les différents événements ayant marqué le dernier processus de négociation.

Les processus précédents: négociations d'Alger, Lizarra-Garazi
Selon Mikel Irizar, de la même manière que les enseignements du récent processus de négociation serviront à la prochaine occasion, les expériences passées ont aussi leur importance et permettent de mieux comprendre ce qui a pu se passer dans le dernier processus.

Lors des négociations d'Alger, en 1989, on peut dire que la discussion se passe entre «combattants»: les représentants des forces armées espagnoles et ceux d'ETA. Les partis politiques sont davantage des «spectateurs». Il est intéressant de souligner que 10 ans auparavant, durant la transition démocratique, ETA n'hésitait pas à clamer que la paix ne se négocie pas, mais qu'elle est le résultat de la victoire. Presque dix ans plus tard, les nouvelles négociations sont le fruit de l'accumulation de forces politiques, syndicales et sociales souverainistes. La solution proposée par ce pôle consiste à faire accepter à la partie adverse qu'elle «reconnaitra la validité d'une revendication souverainiste majoritaire au Pays Basque». Le point faible de cette époque était le statut de spectateur des «unionistes-constitutionnalistes».

Rapprochement des cycles de négociations

Nous constatons qu'il y a eu presque 10 ans entre chaque cycle de négociations. Cette période s'est raccourcie entre Lizarra-Garazi et la dernière tentative dont les prémices datent de 2002. Parmi les motifs de cette accélération, on peut citer, entre autres éléments:

- l'exemple positif venu d'Irlande du Nord: pourquoi ça ne marcherait pas au Pays Basque?
- l'influence des attentats hyper-mé-

diatisés du 11 septembre rendant plus difficile l'usage de la lutte armée.

- le pendule de la gauche abertzale oscillant tantôt vers le tout politique tantôt vers le politico-militaire.
- la volonté présente chez tout président de gouvernement espagnol de passer à l'histoire en tournant la page du terrorisme.
- les relations personnelles entre Egiguren du PSE et Otegi de Batasuna qui ont permis de tisser des liens de confiance à d'autres niveaux.

Des modalités nouvelles

Les relations ou contacts personnels des années 2002 ont permis, peu à peu, de déboucher sur:

- un travail «en cuisine» et des accords très détaillés. Tout le long du processus de négociation, l'entente sur la méthodologie a été bonne. L'utilisation de protocoles techniques en est une conséquence. Il n'y a qu'à voir le communiqué annonçant le cessez-le feu sans aucune contre-partie.
- l'utilisation de modèles et d'intermédiaires internationaux, que ça soit des déclarations venant du Vatican ou du Parlement européen. Le message général était: «Faites en sorte que cette dernière lutte archaïque en Europe se règle une bonne fois pour toutes». Cela ne pouvait qu'inciter les parties prenantes à mettre du leur afin de prolonger les négociations.
- les déclarations du type Anoeta. Il faut avoir une «table de négociation technique ou militaire» et une autre «politique».
- l'acceptation de l'autonomie comme statut politique, de rythmes d'émancipation différenciés, etc. Ces termes sont venus à la suite des conversations de Loyola afin de faire accepter par l'Etat espagnol des termes se rapprochant du droit du peuple basque à décider... sans parler de droit à l'autodétermination.
- l'accord du parlement espagnol autorisant Zapatero à négocier à certaines conditions.
- le maintien des contacts, même dans les moments difficiles, alors que la culture de négociation caractéristique du Pays Basque Sud a toujours été marquée par l'approche suivante: si tel événement se produit ou ne se produit pas, tout s'arrête!

Les raisons de l'échec

Doit-on parler d'échec? Oui, car ce qui était entrevu au début de la trêve ne s'est pas concrétisé. Mais sommes-nous pour autant revenus au point zéro? A priori non, car de nombreuses leçons ont été tirées et on doit

voir si nous sommes au point final ou si c'est une parenthèse ouverte dans la négociation.

Mais on peut très simplement dire qu'il y a eu échec, car il y a eu une victoire des forces opposées au succès du processus de négociation.

- Zapatero n'a pas réussi à unir derrière lui l'opposition (PP), ni même à obtenir la discipline de ses propres troupes.
- L'Etat espagnol, comme tout Etat européen de nos jours, ne peut «offrir une prime politique à la mise de côté des armes».

Cependant, ETA a accumulé en 50 ans un capital politique non négligeable. Actuellement, l'organisation n'arrive pas à le faire fructifier et il semble que ce capital commence à se déliter (répression, usure, contenu des négociations de plus en plus modeste à chaque round, etc.). ETA doit donc placer ce «capital» au plus vite pour le faire fructifier par l'usage de moyens strictement politiques. C'est la principale force et difficulté d'ETA. Cette voie lui impose de faire confiance à la voie politique et de laisser de côté la voie militaire sans contrepartie.

- En Irlande du Nord John Humes, le catholique, et David Trimble, le protestant, ont eu le Prix Nobel de la Paix. Mais Trimble a dû se recycler en acteur politique hors d'Irlande. La situation politique nouvelle ne lui a plus donné de rôle majeur en Irlande. Cela peut s'appeler le syndrome «Trimble» et peut expliquer l'absence de volonté de vrai changement de la part de certains. C'est ainsi qu'on a vu naître l'expression «PNV d'Imaz» pour mentionner la crainte de ce parti face aux nouveaux changements qu'entraînerait la réussite du processus de négociation. Enfin, la non utilisation ou faible mobilisation des forces autres que politiques en faveur du succès et les calculs électoralistes ont aussi contribué à l'affaiblissement du processus de négociation.

Où en est-on?

Disons-le clairement, le tableau n'est pas des plus rassurants: Otegi dont les relations d'amitié avec Egiguren (PSE) ont contribué à établir les premiers contacts, est en prison. Il faudra évaluer les effets des attentats qui seront commis.

Aucune avancée ne se fera sans prendre en compte les élections de mars 2008 en Espagne. Alec Reid, qui a participé à différentes négociations tant en Irlande qu'au Pays Basque, souligne avec étonnement qu'aucun dirigeant espagnol ne peut imaginer une Espagne

2007ko irailaren 6a

Mikel Ithurbide, Angeluzain, adjoint-au maire, délégué aux finances et conseiller à la communauté d'agglomération

Les abertzale dans la majorité angloye, une intégration réussie (2/2)

“Dans une terre débasquée et une ambiance plutôt hostile aux abertzale, Angeluzain a commencé, par son travail et l'action de ses élus, à changer notre image dans cette ville.”



De gauche à droite, les élus d'Angeluzain : Monique LAMOTHE (AB) : conseillère municipale d'Anglet, Présidente la Commission des identités Gasconnes et Basques, cheville ouvrière des échanges entre Anglet et Getxo et tout ce qui touche à la culture basque dans la ville ; Mikel ITHURBIDE (AB) ; Ramuntxo CAMBLONG (PNB) : Président pour Iparalde du PNB, conseiller municipal et à la Communauté d'Agglomération, il s'intéresse plus particulièrement aux travaux de l'Agence Transfrontalière.

Suite et fin de l'interview de Mikel Ithurbide, élu d'Angeluzain, adjoint-au maire délégué aux finances et conseiller à la CABAB.

La participation des abertzale à la gestion municipale les postes de responsabilité qu'ils/elles occupent, et les projets qu'ils/elles ont réalisés renforcent la crédibilité abertzale sur Anglet.

Fort de ces succès, Angeluzain prépare déjà les municipales 2008

Quelles sont les fonctions qui s'offrent aux abertzale élus au sein d'une majorité ?

En ce qui concerne la fonction d'Adjoint délégué aux finances et délégué suppléant

à la CABAB...une simple présentation des différentes missions accomplies montre mes domaines d'intervention.

Pour donner un ordre de grandeur, le poste d'adjoint délégué aux finances représente 50% de mon temps consacré à mon rôle d'élu. Le temps consacré à la CABAB, environ 50% restant.

Voici en quelques lignes la description de mes différentes fonctions :

✓Préparation avec l'administration du budget municipal soumis par la suite à l'arbitrage du maire et présentation de ce dernier en conseil municipal, ainsi que le compte administratif qui regroupe les écritures comptables de l'année précédente.

✓Conseil au niveau des taux de fiscalité, à la suite de l'élaboration de plusieurs hypothèses.

✓Signature quotidienne des différents mandats avec analyse sporadique des factures.

✓Suivi d'une comptabilité analytique (dont j'ai impulsé la mise en place) pour suivre les coûts des différents services.

✓Suivi de l'inventaire physique que j'ai contribué à mettre en place.

✓En charge des contacts avec les entreprises et commerçants.

✓Suivi d'un projet d'action sociale relatif aux crèches familiales, aux logements d'urgence (fonction acquise de fait pour l'intérêt que je porte à ces problèmes).

✓Président de la commission d'appels d'offres qui choisit les entreprises qui réalisent les investissements majeurs décidés par la municipalité en accord avec le programme présenté lors de l'élection municipale...

Supplément à la communauté d'agglomération (mais dans la pratique, le titulaire étant absent, je vote toujours en qualité de titulaire), voici les différents domaines dans lesquels j'ai l'opportunité d'intervenir :

√ *Syndicat Mixte de Transport* : en tant que Président de la Commission d'Appels d'Offres (en charge de l'achat d'autobus, etc.).

√ Trésorier du *Syndicat Nive Rivière* dont l'action consiste à impulser la dépollution de la Nive depuis Esterençuby jusqu'à Bayonne.

√ Elu au *Centre Européen de Fret de Mouguerre*.

√ Trésorier de la *Mission Locale Avenir Jeune* : un nombre important de jeunes de moins de 26 ans ayant des problèmes sont formés et re-insérés grâce à cet organisme social.

√ Représentant de cette Mission Avenir Jeunes au sein du *Conseil du Développement*.

√ Représentant de la Communauté d'Agglomération nommé au *Conseil des élus*.

√ Elu suppléant à l'*EPFL* (j'ai proposé et cela a été retenu, le travail en commun de l'*EPFL* avec la SAFER afin d'apporter une aide aux maires notamment à ceux des petites communes de l'intérieur du Pays Basque pour résoudre les problèmes d'aménagement que peuvent entraîner l'incursion de promoteurs désirant acheter une parcelle dans leur commune).

√ *Syndicat touristique* : ramassage des déchets en mer...

Comment préparez-vous l'élection municipale de 2008 ?

Nous avons préparé un programme de mandature qui porte sur l'ensemble des besoins des citoyens et dans tous les domaines (urbanisme, social, sportif, culturel, gestion etc..) Nous avons également élaboré un blog que nous souhaitons faire vivre. Ce blog définit Angeluzain et devrait nous permettre d'informer et de créer un lien avec les internautes qui le souhaiteront.

Nous allons entamer des négociations avec le Maire actuel, si c'est lui qui se représente comme tête de liste, sur la base de ce programme en définissant nos priorités.

Forts du résultat de ces négociations nous allons décider ensemble au sein d'Angeluzain, la meilleure tactique pour faire avancer nos idées sur Anglet.

Le problème se pose en ces termes :

√ Présentation d'une liste au premier tour pour compter nos voix ?

√ Si nous n'obtenons pas 10 % nous risquons d'être écartés du pouvoir et perdrons ainsi le travail de 6 années.

√ Le problème est compliqué à Anglet du fait qu'il faut empêcher à tout prix l'arrivée au pouvoir de Jean Espilondo et de sa liste d'une part parce qu'en apparence elle manque de compétences et d'idées et ce serait dommageable pour la population, et que d'autre part il est à parier que nos idées seront en principe combattues tout au long de la mandature si celui-ci venait à gagner l'élection municipale de 2008

√ L'idéal est d'atteindre au moins 10% des voix pour être présents au Conseil Municipal et de peser sur nos négociations avec la liste de droite en espérant qu'elle jugera avoir besoin de nos voix pour gagner cette élection.

Voici tout notre dilemme.

Il faut savoir que chaque ville a sa problématique car elle est habitée par des hommes différents tant chez les partis français de droite comme de gauche,

comme d'ailleurs chez les abertzale. Certains s'interdisent de faire alliance avec une liste de droite, sous prétexte qu'ils sont de gauche alors même que la gauche abertzale n'a pas, à ma connaissance, de définition. Il faut à mon humble avis opter

pour les solutions qui nous permettront d'être présents sur les listes majoritaires pour faire avancer nos idées. D'autres s'interrogeront. Surtout ceux qui n'ont jamais exercé de fonctions électorales. Etre élu prépare à une vie de

certes mais très contraignante. L'avancée de nos idées en vaut la peine. Il faut que les militants abertzale, notamment les jeunes, s'investissent dans la politique pour préparer notre avenir surtout dans un moment où l'Etat en faillite réelle est en train de perdre de son arrogance et de son pouvoir tant auprès des élus que de la population.

□

▼
"Abertzale militanteak, eta bereziki gazteak, politika munduan murgildu behar dira gure geroa preparatzeko, Estatua porrot egiten ari den unean eta hautetsi eta jendarte haurrean bere harrokeri eta poderea galtzen ari den unean."



Angelu eta Getxo hirien senidetzea kirol arloan.

Nik diot

Gainekotx

"Nik diot, artea sartu behar dela eskolako programetan.". Hauxe erran zuen Hezkunde Nazionalako ministro batek eta gero joan zen...

Etorri zen beste bat:

"Nik diot informatika sartu behar dela eskolako programetan." Eta joan zen hura ere...

Etorri zen oraino beste bat eta erran zuen: "Nik diot...". Eta joan zen.

Postu hortan pasatu arau, ministroek erran dute hau eta hura sartu behar zela programetan. Batzuk, eskolaz gogoeta sakonak egin behar zirela erran dute. Egin dira, egiten omen dira oraino. Ondorioak beti berdinak dira: "Gure sistema ez da emankorra, zerbait egin behar da..."

Azken egun hauetan, aldi bat gehiago errepikatu da: "Zerbait aldatu behar da... To, kirola oren bat gehiago eginen da lehen mailatan..." Betiko leloa!

Denbora berean entzuten da eskola orenak ttipituko direla (ekonomiak egiteko gisan).

Hara, hor ote da sekretua, aterabidearen gakoa, aintzek egin nahi zuten delako erreforma, egitera menturatu gabe? Baditake.

Ez baldinbadira libratu oren horiek ororentzat molde berdin batean apailatzen, horren ondorioak laster ikusiko dira: familia batzuk jakinen dute, ahalko dute denbora hori molde emankorrean baliatu eta horien haurrak beti irabazle aterako dira.

Bainan besteek, jende xumeek, lan egin behar dutenek edo lanik gabe direnek, bizia ahal bezala daramaten horiek, nola eginen dute? Zer eginen dute haien haurrek eskolarik ez dutelarik izanen? Xantza baldin badute, bizi diren herriak aktibitateak apailatuko ditu haur guzientako, edo zerbait eskainiko da bainan pagatuz...

Izorratuak ez ote dira beti berdinak izanen?

Nik diot baietz eta diot ere ez dela hori gure aintzindarien arregura!

Noizko da egiazko erreforma, haurrak herritar bizi eta oso egiteko helburua ukanen duena?

FRANÇOIS "PACO" TOUZET

Défendre les salariés et reconnaître les particularités locales



"A SUD, on a pu travailler avec (presque) tout le monde, sans ostracisme, en tenant compte des positions de chacun sur l'éducation."

Je suis syndicaliste, depuis que je suis salarié. C'est pour moi un principe. Le syndicat est une organisation de défense des salariés et de lutte en faveur de leurs droits. Comment ne pas vouloir défendre ou faire progresser ses droits quand on est salarié ?

Engagement syndical

Etant professeur d'histoire géographie du secondaire à l'Education Nationale, j'ai été adhérent du SNES (Syndicat National des Enseignements du Second degré, majoritaire dans mon métier) jusqu'à la fin des années 90.

A cette époque, j'ai changé de syndicat pour plusieurs raisons :

✓ Lors des grèves de 1995 (contre la réforme Juppé), le syndicat était clairement contre la réforme, mais a fait un appel à la grève très hésitant alors que les salariés étaient vraiment mobilisés.

✓ L'apparition de SUD (Solidaires Unitaires Démocratiques) éducation, plus ouvert sur d'autres catégories à l'intérieur de l'Education Nationale (on ne se retrouve pas qu'entre professeurs, mais avec d'autres personnels de l'éducation : technicien, personnel de l'entretien, etc.), et à d'autres problématiques (la précarisation des emplois, etc.).

D'autre part, en arrivant au Pays basque, j'ai constaté les positions de la FSU (le SNES fait partie de la Fédération Syndicale Unitaire) :

✓ sur le "problème basque" en général. Elles sont marquées par un certain autisme (refus de reconnaître la moindre particularité locale). Cela peut se comprendre dans un syndicat qui revendique l'héritage des principes de l'école publique "à la française", gratuite, laïque et obligatoire.

✓ sur le syndicalisme abertzale en particulier (ostracisme de LAB, à qui on demande de condamner explicitement le "terrorisme").

Alors, il me restait 2 positions possibles :

✓ rester dans le SNES, lutter de l'intérieur pour changer ça. C'est long, lent, mais ça peut finir par changer... Même s'il faut reconnaître que le changement dépend beaucoup de la situation politique dans l'Etat espagnol...

✓ rentrer à SUD, avec qui j'étais en accord sur les principes, en créant une section locale de ce "petit syndicat".

Où est l'efficacité ? Je n'ai pas de réponse définitive. Mais avec SUD, on a pu travailler avec (presque) tout le monde, sans ostracisme, en tenant compte des positions de chacun sur l'éducation. Et localement, en particulier, on a pu, à notre petit niveau, monter des projets avec d'autres. C'est ainsi qu'en 2003 nous avons organisé un Forum sur l'éducation qui via des Conférences - Débats traitait les thèmes de la marchandisation de l'école et du formatage des esprits et parlait de "précarité" ou de "l'école et la langue basque" dans les ateliers. Cet événement avait été co-organisé par les syndicats CGT-éducation, CNT, LAB, SOE et Sud-éducation.

Être de sensibilité abertzale

Quant au thème "syndicaliste et abertzale", mon premier réflexe a été de me dire "mais je ne suis pas abertzale!". En fait, je me suis intéressé au Pays basque dans les années 80 : il s'y passait des choses, une dynamique militante sur des thèmes divers (écologie et lutte anti nucléaire, luttes sociales, puis antimilitarisme...). Mais je ne suis venu vivre ici que depuis la fin des années 1990. Là une question s'est posée, qui ne m'avait jamais préoccupé : celle de "l'identité nationale" (pour utiliser une expression à la mode... en France). Les abertzales posent des questions ou proposent des solutions intéressantes, en particulier sur des thèmes qui n'intéressaient souvent pas du tout les autres mouvements (touristification, foncier et logement, langue, etc.). C'est ainsi que je me sens proche des positions politiques de certains mouvements abertzale.

Mais c'est une sensibilité, pas un engagement dans un parti donné, une manière de vivre ici (en mettant ses enfants dans les ikastola, en allant à l'AEK, etc.).

Syndicat Abertzale

Enfin, si les problèmes se posent localement au niveau politique, ils justifient évidemment un syndicalisme abertzale. Faut-il que l'une des deux soit prioritaire, de la lutte sociale ou de la lutte nationale ? Les deux luttes ont depuis longtemps été menées de front au Pays basque.

Mais, pour moi, être à LAB suppose (comme son nom l'indique) de se définir comme abertzale. Enfin, quand on travaille dans l'éducation nationale...française... tout se déroule dans ce cadre de l'Etat français. Les problèmes se posent et se règlent à ce niveau... hors du champ d'intervention d'un syndicat abertzale.

Gypsy Caravan

Tziganoen mundu musikalaren ezagutzeko parada eskaintzen digu mundu osoko 5 talde tzigano aurkezten dituen dokumental honek.

Date de sortie : 20 Juin 2007

Durée : 1h51min.

Année de production : 2006

Réalisé par Jasmine Dellal

Avec Fanfare Ciocarlia, Taraf de Haïdouks, Antonio El Pipa,...

Film britannique, néerlandais, américain.

Genre : Documentaire, Musical

Embarquez dans la Gypsy Caravan pour un voyage à travers la musique, la vie et l'héritage de cinq groupes tziganes, issus du monde entier, lors d'une tournée triomphale de six semaines aux Etats-Unis. Les styles musicaux vont du flamenco au violon gitan, de la folk indienne au jazz, représentant ainsi le meilleur de la musique et la diversité du peuple gitan.

Le film retrace le portrait de ces musiciens, sur scène et à la ville, dans leurs familles et sur la route. Un voyage riche et initiatique, au sens propre et figuré à travers la culture gitane.

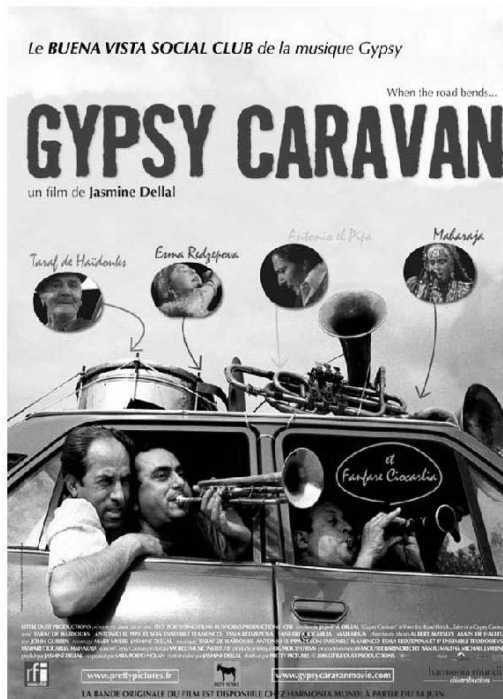
Gipsy Caravan est le deuxième documentaire de Jasmine Dellal sur la culture tsigane.

Le premier, *American Gypsy: A stranger in everybody's land* a reçu le prix du Meilleur Documentaire au Festival du Film d'Atlanta en 1999.

**Qui sont les artistes du documentaire ?
Zein dira dokumentala huntako artistak ?**

Maharaja est un groupe d'artistes originaires d'Inde, la patrie du peuple tsigane, et regroupe des poètes, chanteurs, musiciens et un danseur, *Harish*.

Harish commença à danser pour nourrir sa famille lorsque que ses parents sont décédés, et est l'un des quelques rares artistes au monde à pouvoir réaliser la danse "*rajasthani*" sur les genoux.



L'ensemble de cuivres *Fanfare Ciocarlia* mélange la musique tsigane à des influences arabes et turques. La vente de leur premier album leur a permis de fournir l'électricité à tout leur village.

Tziganoen kulturari buruzko bigarren filma eskaintzen digu Jasmine Dellal-ek. Lehenak, *American Gypsy: A stranger in everybody's land*, Dokumentala Hoberenaren saria izan zuen Atlantako filma festibalaren 99an.

Le groupe *Taraf de Haïdouks*, qui signifie littéralement "*bande de brigands*", est le vainqueur du Music Award de la BBC en 2002 et a joué avec Johnny Depp dans *The Man Who Cried* en 2001.

Esma Redzepova, chante depuis plus de 40 ans et est surnommée la Reine des Tziganes. Elle est largement respectée pour contribuer à l'avancement des droits du peuple tsigane, et a récemment été nommée pour le Prix Nobel de la Paix par des organisations humanitaires tziganes. Avec son dernier mari, Esma a adopté 47 enfants et a ouvert une école de musique.

Antonio El Pipa, très très grand artiste, aux pedigree et arbre généalogique impressionnants, il est considéré comme le fier et juste héritier du "*baile*" gitan le plus pur et le plus authentique, dénué de fioritures et d'artifices superflus, respectueux.

Quelques critiques / Kritikak batzu::

"La musique est censée adoucir les mœurs. Dans ce cas précis, elle nous prend aux tripes et balaye pas mal des préjugés qui collent à la peau de la communauté Rom". Audrey Zeppegno, Score.

"La réalisatrice écrabouille les clichés et accomplit un tour d'horizon multicolore et savoureux". La rédaction de Première.

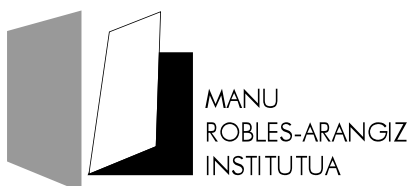


Zine-kontzertua irailaren 22an, larunbatarekin, Garazin:

21:00etan "*Gipsy Caravan*" eta ondotik, Kontzertua Paueko Tzigano talde batekin zinemako "baratzean" edo euria bada zinemako sartzean!

Ciné-concert le samedi 22 septembre, à Saint-Jean-Pied-de-Port:

A 21h00, "*Gipsy Caravan*" suivi d'un concert avec un groupe tsigane de Pau dans la cour du cinéma... ou dans le hall si intempéries.



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
ipar@mrafundazioa.org
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Fernando Iraeta
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Aldaren koordinatzailea
Xabier Harlouchet

Bilan pour mieux préparer l'avenir

Euskadi Irratia,

l'AB

Deux questions à Mertxe Colina

sans Pays Basque, contrairement à ce qui se passe au Royaume-Uni. Cela explique ce qui s'est passé en Catalogne et aux dernières élections en Navarre. Il y a un véritable travail à faire pour que l'Espagne ne soit pas systématiquement définie par une carte immuable, mais par un sentiment, un projet ou une volonté. On pourrait en dire tout autant pour la France.

Cependant, ce qui a été bien fait est toujours pertinent. Il faudra voir si nous sommes dans une parenthèse. Si oui, de nouveaux développements pourront se produire après les élections. Si ce n'est pas le cas, nous sommes partis pour une nouvelle et longue période de tension.

Et maintenant?

Les relations seront maintenues d'une façon ou d'une autre, même s'il faut passer par Martutene, comme dans le cas de la relation Eiguren/Otegi. On ne devra pas se laisser perturber par le bruit des élections, car toutes les annonces possibles et imaginables, surtout les plus pessimistes, seront faites. Il convient de rester optimiste et de tout faire pour mobiliser les forces en faveur

ENBATA: Quel bilan a été tiré de la participation et de l'apport d'AB aux structures nationales? Quelles sont les évolutions envisagées de la ligne politique d'AB en la matière?

Mertxe Colina: Le bilan fait sur l'apport et la participation d'AB dans des structures nationales s'est effectué en deux parties:

1) Engagements d'AB à ce jour.

La participation d'AB dans des structures nationales telles que NEG (Nazio Eztabaida Gunea), OHD (Oinarrizko Hitzarmen Demokratikoa), NGB (Nazio Garapenerako Biltzarra), Milaka Bilaka, Ahotsak, Presoak, a débuté durant l'été 2003, même si une expérience de la plus haute importance est à souligner à l'époque de Lizarra Garazi.

Toutes ces participations sont, à l'origine, des invitations de partis politiques qui ont été à l'initiative de ces démarches. Bien qu'acteur secondaire de ces initiatives, AB a suivi la grande majorité des très nombreuses réunions, avec assiduité et persévérance.

Il est important de souligner que, pour la plupart des représentants politiques et syndicaux d'Hegoalde, les seuls interlocuteurs abertzale d'Iparralde se limitent aux représentants d'AB et d'ELB.

De ce fait la présence d'AB devient in-

cherche de nouveaux partenaires pouvant s'engager dans des voies permettant la résolution du conflit politique au Pays Basque. Ainsi, AB s'est plus particulièrement engagé auprès de députés européens tels que Gérard Onesta.

Les représentants d'AB ont eu un rôle d'information. Ils ont dû et su intervenir auprès des agents politiques, syndicaux, sociaux, ecclésiastiques (notamment l'évêque de Bayonne) d'Iparralde. Cette tâche a été d'autant plus nécessaire qu'on rencontre encore aujourd'hui de graves difficultés à faire accepter des intervenants d'Hegoalde dans l'échiquier politique d'Iparralde et plus particulièrement quand il s'agit de traiter du conflit politique basque.

AB a montré qu'il a la capacité d'ouvrir les portes en Iparralde.

Malgré son statut d'acteur de deuxième rang, l'existence d'AB a permis d'ouvrir des portes que des protagonistes majeurs n'ont pas eu la possibilité d'ouvrir. Ainsi, naturellement, de nombreuses réunions avec tous les partis politiques français ont pu avoir lieu grâce à la médiation d'AB.

Il reste également clair que, autant en Hegoalde qu'au Parlement européen ou lors d'interventions dans l'Etat français (Ahotsak, Université d'été des Verts, etc.), AB est considéré comme l'interlo-



Mertxe Colina

cule l'image symbolique de la territorialité.

Il faut quand même souligner le problème majeur suivant: le rôle inexistant d'AB dans la prise de décisions importantes. Ceci s'applique aussi aux nombreux autres représentants "mineurs" ou de "second rang".

Evidemment, tout cet investissement a été lourd et coûteux pour AB aussi bien du point de vue des moyens que de la participation humaine, du temps consacré et du maintien dans la durée.

2) Conditions de participation d'AB à l'avenir:

Pour un parti abertzale comme AB, il est évident que la vision nationale et l'implication politique doivent rester parmi ses priorités.

Néanmoins, il est aussi important de maîtriser son engagement depuis sa position de parti abertzale dont la structuration se limite aux trois provinces du Pays Basque Nord.

Il doit se donner les moyens de mettre en place un groupe de réflexion et d'élaboration autour d'un projet qui permettra de faire entendre les revendications et propositions d'AB depuis ses choix et stratégies qui prennent en compte sa position de «*référent*» abertzale en Iparralde.

De plus il semble impératif de retrouver les conditions nécessaires à la mise en place d'un système pouvant réunir les forces souverainistes d'Euskal Herria afin de mener à terme un vrai travail, non seulement autour du concept de construction nationale, mais aussi du dépassement du conflit armé et de résolution politique durable.

Enb: Comment se confirmeront ces réflexions dorénavant?

M. C.: Ce chantier aussi intéressant qu'important reste ouvert. Souhaitons la mobilisation et la participation des adhérents d'AB la plus grande à la rentrée politique prochaine.



de la résolution du conflit. En fait, plutôt que de parvenir à un accord sur toute la ligne entre peu de personnes, il vaut mieux avoir un accord de base avec le plus grand nombre d'acteurs.

Enfin, il n'y a pas lieu de mettre trop d'espoir ni de foi en Zapatero. Cependant, il faut espérer qu'il gagne les élections pour qu'on puisse préserver un certain niveau d'optimisme.

dispensable pour justifier une image de territorialité, pour le moins dans sa forme symbolique.

Au-delà de ce rôle symbolique AB a dû faire preuve d'un rôle non négligeable de médiateur auprès de différents participants lors de désaccords et de conflits au sein du groupe de travail et de réflexion.

AB a participé activement à la re-

cherche de nouveaux partenaires pouvant s'engager dans des voies permettant la résolution du conflit politique au Pays Basque. Ainsi, AB s'est plus particulièrement engagé auprès de députés européens tels que Gérard Onesta.

Peu à peu AB a su imposer sa présence au sein de toutes les manifestations de nature nationale. Souvent même si on est appelé comme représentant d'AB, on est reçu comme «*le représentant des abertzale du Nord*» et on véhi-

Juan José Ibarretxe remet le cou

Le chef de l'exécutif autonome relance son défi. Il veut organiser un référendum en Euskadi, sans attendre qu'il le soit. Il fait ainsi sauter le verrou qui tranquillisait tous les Espagnols. Grosse émotion dans la péninsule

R IEN n'avait filtré de la réunion très attendue de la direction du PNV au soir du 27 septembre. La présence de nombreux poids lourds du parti au siège central de Bilbao lors de cette journée marathon, en disait suffisamment long sur l'enjeu. Le PNV tranchait le énième débat historique de son histoire qui a toujours été marquée, y compris à l'époque de son fondateur Sabino Arana Goiri, il y a plus d'un siècle, par des va-et-vient et des choix cornéliens entre deux tendances et les stratégies qui vont avec.

Voici quelques jours, le parti qualifié par beaucoup de «pendulaire» devait choisir entre une voie gestionnaire et autonomiste ménageant les relations avec l'Espagne et une voie plus souverainiste supposant un conflit avec le pouvoir de tutelle. Le précédent numéro d'*Enbata* s'est fait l'écho de ce débat qui a agité le PNV et ses partenaires du gouvernement autonome

ce à quoi il s'était engagé le 27 juin 2005 dans l'accord de gouvernement signé avec ses partenaires EA et EB. Voici ce qui était convenu dans ce document: «Le gouvernement basque demandera au parlement basque l'autorisation de mettre en œuvre une consultation populaire ratifiant l'accord politique réalisé, le tout dans une situation d'absence de violence et sans exclusive». Avec ce texte, les Espagnols pensaient pouvoir dormir sur leurs deux oreilles, dans la mesure où la violence bloquait explicitement toute possibilité de ratification par voie référendaire.

La pomme de discorde avec l'Espagne se situe aujourd'hui davantage sur le fait d'organiser un vote que sur le contenu de l'accord. Une «consultation populaire», y compris sur une partie seulement du Zazpiak bat, touche bien entendu à un point fondamental de la question basque: le pouvoir de décision de notre peuple en tant que



der en Euskadi. Je ne sais pas quand, mais il va se décider ici. Ceux qui de façon tortueuse acceptent, puis rejettent le droit pour ce peuple de décider de son avenir, doivent bien se mettre cela en tête», a-t-il dit à l'adresse du PSOE. Décidément très rugueux ce Lehendakari. Sur un mode plus solennel encore, Juan José Ibarretxe ajoute: «Ma vie politique s'achèvera en donnant la parole au peuple basque». Cette déclaration a déclenché un tollé dans la classe politique et les médias espagnols qui parlent de «*hordago*», tant le débat qui vient d'agiter le PNV semblait aller dans le sens d'un accord préalable avec le PSOE pour toute évolution institutionnelle grâce au fameux concept de «*transversalité*» soutenu par le leader du parti Josu Jon Imaz et le patron de la Biscaye, Inigo Urkullu. Imaz sur lequel on s'interroge à propos de son poste de président du PNV, a subi un camouflet. Ses déclarations durant l'été n'étaient donc qu'un baroud d'honneur pour tenter d'impulser au sein de sa formation une ligne qu'elle a désavouée. Il ne s'y est pas trompé en s'abstenant de toute référence à la consultation promise par Ibarretxe. Beau joueur, le patron du PNV lance dès le 31 août un appel à l'union du parti, la division

étant un «cancer» qui coûte toujours très cher. Il indique comme priorité la nécessité de «délégitimer» ETA et Batasuna. Un résultat politique que le référendum risque fort de produire.

Incertitudes et espoirs

Que s'est-il passé lors de la journée du 27 août où les instances dirigeantes du PNV ont tranché après, n'en doutons pas, mûre réflexion? Nous ne sommes pas dans le secret des dieux. Il faudra attendre le débat parlementaire du 28 septembre et les élections du PNV les 1^{er} et 2 décembre pour percevoir la concrétisation de tout cela. Juan José Ibarretxe n'en est pas à sa première annonce dans ce domaine, les revirements et les retards sont toujours possibles et il n'a évidemment pas abattu toutes ses cartes. Une opération de cette envergure est à haut risque et il le sait très bien.

Le succès ou l'échec de la démarche dépendra d'un élément: le soutien du peuple basque en termes électoraux. En Espagne comme dans la Communauté autonome, les cassandres favorables à la transversalité ne se privent pas de rappeler que le PNV a subi des revers électoraux après l'accord de Lizarraga-Garazi d'abord, une fois



Joseba Egibar et Josu Jon Imaz

basque durant tout l'été. La voie proposée par Josu Jon Imaz avec son «*ni-ni*» avait pour avantage de présenter moins de risques et de maintenir le PNV au pouvoir. Encore que rien ne soit définitivement acquis en politique. Mais pour gros inconvénient de condamner la société basque à l'immobilisme, comme elle le fait depuis près de trente ans. Avec, en prime, division, violence et blocages.

En l'absence de violence ou...

Le vendredi 31 septembre, coup de théâtre: le Lehendakari Juan José Ibarretxe, au sortir du Conseil du gouvernement autonome, lève le voile et s'engage à organiser un référendum sans attendre une trêve d'ETA. L'annonce fait l'effet d'une bombe qui enflamme tous les médias pour plusieurs raisons. Non seulement il persiste et signe sur la démarche ouverte avec le «*Plan Ibarretxe*» (1) voté par le parlement autonome en 2004, mais l'annonce du Lehendakari va au-delà de

tel, sans un accord préalable avec le gouvernement espagnol ou un parti au pouvoir à Madrid.

... attendre le feu vert d'ETA

Le président Ibarretxe a donc fait sauter le verrou qui bloquait la situation et donnait à ETA un pouvoir considérable: «*Il faudrait attendre qu'ETA allume le feu vert pour décider de notre avenir. Il n'en est pas question*», affirme aujourd'hui le Lehendakari. La consultation se fera «*qu'ETA existe ou non*», a-t-il ajouté. En séparant explicitement la nécessité de conclure de nouvelles relations politiques avec l'Espagne —en d'autres termes la «*normalisation politique*»— de l'agenda ou des conditions définies par ETA, c'est-à-dire la poursuite de la lutte armée ou l'abandon des armes, le chef de l'exécutif élargit sa marge de manœuvre. «*Que personne ne se trompe, l'avenir de ce pays ne sera décidé ni par Madrid, ni par le PSOE, ni par le PP. Je serai très clair, il va se déci-*



Ibarretxe avec Odon Elorza et Markel Olano



ouvert

qu'ETA cesse toute violence.
insule entière.

que Juan José Ibarretxe a présenté son plan de souveraineté-association ensuite. Les deux événements avaient d'ailleurs suscité la mobilisation de l'électorat espagnoliste que de l'électorat abertzale.

Pour l'instant, le gouvernement espagnol se borne à faire l'éternelle et même réponse du rappel de la Constitution. Les articles 62 et 149 de la loi fondamentale rendent illégal tout referendum organisé à l'initiative d'un chef de gouvernement autonome. Seul le roi, sur proposition du premier ministre, détient le pouvoir de mettre en œuvre ce type de consultation, a rappelé la vice-présidente et porte-parole du gouvernement espagnol, Maria Teresa Fernandez de la Vega.

Bien que ce ne soit pas une réaction officielle de Batasuna ou d'ETA, l'éditorial de *Gara* du 1^{er} septembre donne la température sur la perception du courant indépendantiste. Porteur au premier chef et avec les moyens qui sont les siens de la revendication souverainiste — sans ETA, elle n'existerait pratiquement pas en Pays Basque —, le voici quelque peu dépossédé de son enfant. Juan José Ibarretxe lui coupe l'herbe sous les pieds, avec les risques de résultats «*décaféinés*». Voici les indépendantistes qui viennent de subir l'échec de la négociation avec Zapatero et peinent à retrouver porte de sortie et second souffle, contraints de suivre une initiative menée par d'autres, les éternels rivaux. Situation frustrante s'il en est.

Après les réserves d'usage — le Lehendakari a annoncé tant de fois la mise en œuvre d'un referendum sans jamais passer à l'acte! —, le quotidien *Gara* termine son éditorial en disant que si Ibarretxe «*est sincère, il pourra compter sur la majorité nécessaire au parlement de Gasteiz*». On se souvient que seule la moitié des députés indépendantistes avait approuvé le plan Ibarretxe, mais cela suffisait pour le faire légalement adopter par le parlement autonome. La «*petite phrase*» du journal *Gara* laisse augurer de tous les espoirs.

(1) Ce statut définit un nouveau cadre de relations entre le Pays Basque et l'Espagne et situe les deux pays dans un rapport de partenariat bilatéral et de relations à caractère confédéral. Dans son préambule, il rappelle l'existence du Zazpiak bat. Voté par le parlement basque le 31 décembre 2004, le plan Ibarretxe fut rejeté par les Cortés le 1^{er} février 2005 en raison de son non respect de la constitution de l'Etat espagnol.

Beste eguzkia

Itziar Madina Elgezabal

ITZIAR Madinaren «*Beste eguzkia*» liburua dugu gaur solasgai. Autorea Herrialde Katalanetan sortua da, gero Landesetan haurtzaroa iraganen zuela, Euskal herrirat etorri aitzin, berreuskalduntzearen asmoz. Berriketaria da eta uda honetan «*Iparraldearen orena*» eginkizunean entzun dugu eguneroko. Gainera E.I.E. (Euskal Idazleen Elkarte) zuzentzen du Iparraldean. Txalaparta argitaletxeak argitu liburu goxo irakurtu dit bezar. Zer erran?

Ez dut istorioa kondatu behar, osoki, nihaur aski auherra bainaiz bildumetaz kontentatzeko eta liburuki bat ez irakurtzeko burutik buru. Haatik jakin behar dugu zertaz ari zaigun idazlea, zer den nobelaren pirua edo. Gaur egun, uda honetan, aski aipu da Euskal Herriaren egoera, etxebizitzari buruz, lur-raren prezio igoeriaz, promotoreen ezin aseaz, gazteen haserreaz, hots merkatuaren logika hotzaz.

Miarritze eta baserri menditsu baten erdi erdian gaude, joan jinka

Hemen (ez ahanztu nobela baten eremuan gabiltzala) Miarritze eta baserri menditsu baten erdi erdian gaude, joan jinka. Hiria eta basoa, itsasoa eta mendia, bi mundu, leize bat balitz bezala, gaur ere, bien artean. Eta, jendea, gizon eta emazte, haur eta heldu, aberats eta pobre. Zakur eta ardiak, kabalak. Iduri luke artetan zakurra, Ahadi, sinbolotzat daukagula, bizi mota baten ikur, Domingo artzainaren betiko lagun eta eguneroko konfidente. Domingo da, hastetik bururadino, oinarrizko pertsona, bere adin handian, Euskal Herriaren aldaketa sakon eta igoerriak, ezagutu dituenak, halako sintesi konkretu minbera bat bilakatu. Bere sorteri maitea, Alkabehera, hustua dago eta aspaldi joana zen bera mendirat, Asunenbordan artzain izaiteko, Josefina gazte denborako amodio ezin ahanztuz gogoan daukela. Hirian kokatua Josefina, «*Miarritzek garaitu baitu Domingo*». Baina beste arranguririk badu artzain zaharrak, U.E.U.S. elkarteak (Urruti Etxarte Uhalde Eraikuntza Sozietatea) Domingoren sinadura nahi baitu, Alkabeheren aisialdi proiektu historiko kulturala gauzatzeko asmoz. Ideia ona liteke, orizu.

Baina baina, ez zekien Domingok komunitate batek etxe zenbait okupatu dituela bere sorterrian eta Alkabehera

berpizten ari dutela hippie bitxi koloretzu haiek. Dramaren aktoreak hor ditugu, bisean bis: okupa tribukka, promotoreen Elkarte, Domingo. Inarrosia, Domingo, ber denboran biziak higatua eta esperantzaren ufakoak euforian jarria. Malenkoniaren bihotzean alaitua. Oroitzen da haurtzaroko errientaren, «*Gorriaren*», diskurtsoen berotasun bortitzez: ez dela ez jabego pribatua jendeak nahi duen bizi modua: Alderantziz: «*Izan dadila guztia guztiena*». Eta hona non pizten zaion Domingori iraganaren nostalgia, lehengo denboren oroitzapen miresgarria, haurtzaroaren gogorapenak gauzak oro apaintzen baititu. Zergatik ez, jende bitxi bezain maitagarri horien bidez, anarkista deabru horien bitartez, iragan ederra orainean

zelkatuak, artetan konplikatuak ere behar bada, baina hizuntza landua da. Berriketan irakurtu dut frantses kritiko literario baten iritzia, frantses idazkari buruz, maiz, gaur. «*Sujet, verbe, complément, et vite un point!*» Estilo nerbio eta eliptiko ez landua gustatzen zaie zenbaiti, perpausak ez baitazkitez antolatzen. Pobrezia aberastasunera nola bihurtzen duen mediokritateak! Hemen ez da holakorik.

Naturaren moda bateko jainkotasun materialista edo esoteriko horrek badauka zehaztugabetasun bat

Funtsari buruz, baina ez dut ahanztu eleberri batean gaudela, ez dut aise ulertzen, edo senditzen, iduriz autorearen weltanschauung edo munduaren ikuspegia, lau atalen hastapenean aurkezten duena. Berdin nere formakuntza judeo-kristauak jukumendua makurtzen dit (nahiz libertatearen gustua eta erabilera ez dautan suntsitu, aski sofiturik neregantatu baititut) baina iduri zait naturaren moda bateko jainkotasun materialista edo esoteriko horrek badaukala zehaztugabetasun bat. Arriskutsu? Ez dakit.

Azken lerro hauetan erran duzuna da berdin nobelaren erakaspak sakonena: zer nolako den mundu hau, zer edo nor garen, zer egin nahi dugun, euskaldun eta mundutiar gisa, eta holako? Ohartu naiz, Domingoren oroimenean berean, bere haurtzaroaren oroitzapenetan, Jainkoaren absentiak. Nonahiko zen! Nik ez dut sinestean, baina ez dut erraiten Jainkorik ez denik. Ez dakit. Baina Eguzkia, Natura, Ama-

Ingurua, Inguru-Ama, Kosmos-Ama, Inguru arkaiko primitibo berdintzailea, horiek denak ez dakit zer diren. Edo berdin ulertu behar nuen, Beste Eguzkiaren, erran nahi baita, heriotzaren ondotik, egunsenti bat agertuko dela. Oroit naiz, antropologo batek erakatsirik, baina ez dakit zein populatu primitibotan, herri bateko bizilagunek erregulariki beren herriko etxe guztiak suntsitzen zituztela, segidan beste batzuk eraikitzeko. Altabeheren bezala?

Piarres Ainciart



Itziar Madina Elgezabal

berriz jarri? Utopia, zertako ez eutopia, leku ona? Euskal Herri berri bat, hiriarren eta diruaren menpe ez den eremu garbi bat? Amets hori sendi da, ene uestez, idazlearen deskripzio eder eta idilikoetan. Artetik erraiteko, ez bainaiz kritiko literario jakituna, iduri zait autorearen estiloak baduela kalitate ohargarri bat, Gazteluma bekaren karietara ikusia nuena: deskripzioenena, deskripzio betan zehatz eta poetikoena. Gaurko errextasun hala holakoeri konparatu, euskarari eta frantsesari doakionez, zer plazerra! Perpaus zi-



**Laborantza Ganbara sustenga dezagun.
Jadanik 1000 diru laguntzaile, zu zergatik ez?
Laborantza Ganbara, j'y tiens donc je finance!**

Euskal Herriko Laborantza Ganbara 64220 Ainize-Monjolose





Le prix de la paix

La paix a un prix, toujours. En effet, la paix n'est pas un état naturel. Elle est un équilibre artificiel, momentané, résultant de pactes (explicites ou implicites) entre des groupes humains rivaux ou concurrents. Elle ne va pas sans concession réciproque, dans la société comme dans les ménages, si du moins elle doit durer. Certes une paix apparente peut être imposée un moment donné par la victoire du plus fort, mais c'est une fausse paix, fragile et provisoire: le groupe lésé profitera de la première occasion pour remettre en cause le statu quo. Exemple évident: le traité de Versailles imposé en 1919 à l'Allemagne, a mené tout droit à la guerre de 1939-45. Ici même une bonne partie du Pays Basque Sud, peut-être la majorité, n'admet toujours pas la réduction de ses statuts dans l'Etat espagnol en 1839, 1876, 1936, et la réparation, à ses yeux insuffisante, de 1979.

Oui la paix a toujours un prix. Qui va payer? Tout est là. Le PSOE et le gouvernement espagnol de Zapatero n'ont pas voulu cotiser, ils espéraient avoir la paix gratis pro Deo et Hispania, pour la reddition d'ETA, et plus largement du camp

Jean-Louis Davant

basque. Rappelons-nous le rejet sans examen aux Cortès madrilènes du plan Ibarretxe, puis la forte réduction du statut catalan, établis l'un et l'autre par leurs parlements respectifs. Plus près encore, la direction centrale du PSOE vient d'imposer son veto aux socialistes navarrais qui voulaient former



«Comment amener l'Espagne à payer sa cotisation pour une paix juste?»

le gouvernement de Navarre avec les abertzale «modérés» de Nafarroa Bai (Oui à la Navarre). Cerise sur le gâteau, le leader n°1 de la gauche abertzale, Otegi, est en prison pour délit d'opinion. Par la force de l'habitude, j'allais oublier de dire que le parti Batasuna reste interdit pour le même

motif. Et quid de la torture? Du non respect de la loi par l'éloignement des prisonniers?

La gauche espagnole veut gagner les élections législatives de 2008 en exhibant un nationalisme espagnol aussi vigoureux que celui du PP, qui est d'ailleurs partagé par une partie au moins des socialistes; nationalisme virulent qui a deux racines principales: d'une part, un impérialisme orgueilleux; de l'autre, un centralisme (démocratique?) de gauche, imitateur du modèle français qui a toujours échoué en Espagne depuis Napoléon.

A gauche comme à droite, l'Espagne rejette non seulement la violence d'ETA, mais encore et surtout n'importe quelle aspiration nationale des Basques. Sur ce point capital, on ne peut que partager l'analyse faite par Xabi Larraide dans sa tribune libre du 23 août (*Enbata* n°1991). Tout le problème est de savoir quelle serait pour le camp basque la meilleure forme de résistance en vue d'une paix juste, pour laquelle l'Espagne serait amenée à payer sa part: sa cotisation patronale en quelque sorte, ou sa réparation historique, pour la retraite (mais au masculin) du Pays Basque.

Sur votre agenda

Iraila:

✓ **Samedi 8, 16h, BIARRITZ** (Médiathèque). Reprise du cycle des animations autour de la culture basque avec pour premier invité l'écrivain Auxtin Zamora qui au travers d'une projection, distille photos et poème en euskara dont il est l'auteur.

✓ **Du samedi 15 au mercredi 26, HAZPARNE**. Journées Asunak 2007.

✓ **Du vendredi 7 au dimanche 16 septembre, BIARRITZ**. *Le Temps d'aimer la danse*.

Fenêtre sur les écritures chorégraphiques des Sud, *Le Temps d'aimer la danse* accueille durant 10 jours les compagnies: Montalvo Hervieu, Ballet national de Marseille, Paulo Ribeiro (Portugal), Rukmini Chatterjee (Inde), Gallili (Pays Bas/Israël), Pockemon Crew, Ballet de Bâle, Chris-

tophe Garcia, Nacho Duato (Espagne), Miguel Robles (Argentine), Irène Tassemedo (Burkina Faso).



Ouverture le **vendredi 7, 22h** (plage du Port Vieux) avec le Ballet national de Marseille qui offrira son spectacle «*La cité radieuse*». Spectacle gratuit.

✓ **Jusqu'au dimanche 9, 10h30-12h30 et 15h 30-19h30, DONIBANE LOHITZUNE** (Galerie d'art Hordago). Exposition des peintres Mattin Partarieu et Logan.

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 55€. Responsable de la publication: Jakes Aberberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°0312 C 87190.

Sommaire

Cahier n°1 Enbata

- Université d'été d'AB 4 et 9
- Ibarretxe remet le couvert 10 et 11
- Cahier n°2 «*Alda!*» quatre pages de 5 à 8

Ordu zen

☞ (Suite de la page 2)

epe luzerako aterabidea ekartzeko, guziz hiri haundietan eta haien inguruetan, eta hortarako aski diru mobilizatzeko. Ondoko urtean berean sortu ziren Frantziako lehen EPFL-ak.

Dena den, berant bada berant, departamenduko kontseilu nagusia, Akitaniako kontseilua eta Iparraldeko itsas aldeko 46 herri elgarretaratu ziren Tokiko lur erakunde publikoa sortzeko, 2005-eko abendoan. Legeak dion bezala, erakundeak bi betebeharrak ditu: alde batetik, herrien ordezkari eta herriendako lur eremuak erostea, ondoko urteetan bizitegiak edo lan guzirik eraikitzeko; bestaldekik, herri eta herri elkargoeri aholkuak ematea hirigintza alorrean.

Bixtan da hoin aspaldi danik abertzaleek galdatzen zuten tresna ez dugula gutiatsiko. Eta lanean hasten ikustea atsegingarri zaigu, hoinbeste urtetako imobilizazio okaztagarria ikusita. Hala ere, erakundearen budgeta, 8 M urtekal, kezkaragarria da. Diru zama gotorra iduri badu ere, zer da kopuru hori Iparraldeko lurren prezioari behatuta eta bizitegi beharri konparatuta? Urte honen bukaerako hogoi bat operazionetan 45 bat hektara erosiko dituela erakundeak hitzeman daukute. Deus baino hobea naski, bakarka ez baitute itsasaldeko herriek, lau haundienetaz aparte, nihondik ere horrelako kapitalaren maileatzeko ahalmenik.

Bainan EPFL honek bizitegien behar

gorriari erantzuteko tresna eraginkorra izan nahi badu, lurralde kolektibitateek askoz ere indar haundiagoa egin beharko dute. Bestenaz, Saferarekin izenpetu hitzarmen eta gaineratikoak, xede on geldituko dira, hemengo ezpekulazioe errabiaren aintzinean guti piztuko dutenak.

Nahi denean dirua hor da. Adibide bat bakarrik: nork daki egiazki zenbat diru xahutzen duen departamenduak Biarnoko elur tokien martxan atxikitzeko, elur artifiziala egiteko kanoiak bezalako ekipamendu garesti eta kaltegarrien diruztatze edo urteroko defiziten estaltzeko. Miliunak sartzen dituzte urte guziz elur toki horietan, komertsant zenbaiten onetan eta ezkiatzen ibiltzen den guttiengo pribilegiatuaren plazer berekoientzat. Hori dena mendiko enpleguaren izenean. Nork daki zinez zenbat diru publiko gostatzen den enplegu bakoitzaren mendi gain horietan?

Ez da hori gauza okaztagarri bakarra. Gehientsuenak ohartu daitezke EPFL-aren komunikazioe kanpaina hori azken asteetako etxeen eta agentzien kontrako atentatuen ondotik etorri dela. Ez da probetxurik. Iduri luke herri hontan bortizkeria baitetzpadakoa dela botere publikoak nolazbait mugiarazteko. Azken finean, ba ote da bortizkeriaren justifikapen hoberik?

Eta zer pentsatu behar dute egunero lan jarraiki eta astunaren bidez gauzak aldatu nahiz ari diren militanteek?